



Le Mur des Réformateurs, au cœur de Genève, rappel de l'héritage de la Réforme qui a marqué la ville. (Photo : CMER/Sumichan)

Adieu Genève, bonjour Hanovre !

Le comité exécutif de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) a décidé de transférer son siège de Genève (Suisse) à Hanovre (Allemagne).

En annonçant cette décision le 5 novembre, Jerry Pillay, président de la CMER, a déclaré : « Nous nous réjouissons de ce déplacement à Hanovre qui va permettre à la CMER de poursuivre sa mission de communion d'Églises. Nous resterons attachés à notre recherche de l'unité de l'Église et de la justice sociale et économique, ainsi que du respect de l'environnement. »

Ce changement intervient en raison des préoccupations liées au coût du fonctionnement d'une organisation en Suisse, notamment à cause des salaires et du cours élevé du

franc suisse. Les contributions de la plupart des Églises et les dons se font en euros ou en dollars américains, dont le cours a chuté ces dernières années par rapport au franc.

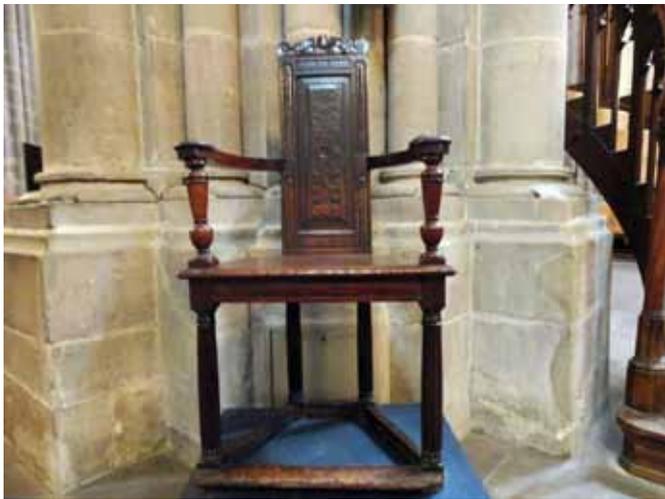
Le transfert est prévu pour fin décembre 2013. Les nouveaux bureaux seront situés dans les locaux du Centre Calvin, propriété de l'Église évangélique réformée d'Allemagne. L'alliance réformée allemande (*Reformierter Bund*) y a elle-même son siège. Le secrétariat de la CMER est composé de sept personnes.

Setri Nyomi, secrétaire général de la CMER, a déclaré : « Ma reconnaissance va à l'équipe de notre secrétariat, ces

Suite page 2

Suite de la page 1

hommes et ces femmes dévoués qui se sont fidèlement consacrés, eux-mêmes et leurs qualités professionnelles, à la famille universelle des Églises réformées. Ils ont été en première ligne afin de changer quelque chose dans ce monde. Ce sont eux



La chaire de Calvin à la cathédrale St Pierre de Genève marque l'héritage de la Réforme qui caractérise la ville. (Photo : CMER/Greenaway)

qui se voient maintenant appelés à faire de nouveaux sacrifices au moment où le secrétariat va être relocalisé. »

Le mouvement des Églises réformées avait son siège à Genève depuis 1948, lorsque l'Alliance presbytérienne mondiale (l'une des organisations qui ont précédé la CMER) s'y est installée, venant d'Édimbourg, en Écosse. C'est à cette époque que le Conseil œcuménique des Églises était en train de se constituer et les responsables réformés ont estimé qu'il était important de se rapprocher de leurs collègues du mouvement œcuménique universel.

Réagissant à cette décision, Yvette Noble-Bloomfield, vice-présidente de la CMER, a dit : « En décidant de transférer ses bureaux de Genève à Hanovre, la CMER a voulu être en mesure d'approfondir sa vocation principale et de jouer un rôle susceptible de transmettre sa réaction à l'histoire, à la vie et aux objectifs des Églises membres. Nous devons avoir le désir et l'espérance d'un avenir libérateur et fervent face aux enjeux du changement et au risque coûteux des relations. »

Selon Setri Nyomi, ce transfert à Hanovre devrait faire économiser 200 000 francs suisses par an à la CMER.

ENI : les adieux

Ecumenical News International a fait savoir, le 1^{er} octobre, qu'il suspendait son service ENInews avec effet immédiat. En effet, ENI est actuellement à la recherche d'un financement d'urgence de façon à pouvoir fonctionner pendant les dernières semaines de 2012.

David Harris, président d'ENI et éditeur du Presbyterian Record, de Toronto (Canada), a déclaré : « C'est avec regret que nous prenons cette décision, mais en dépit d'une réorganisation de grande envergure, ENInews continue de subir les conséquences des réductions imposées par ses soutiens historiques ainsi que de nombreux abonnements impayés. »

« Les abonnés et les lecteurs ont dit à quel point ils appréciaient de recevoir des informations fiables et impartiales sur ce qui se passe dans le monde sur les plans œcuménique et interreligieux », a déclaré le pasteur Harris. « Nous espérons que la suspension des activités sera temporaire et qu'ENInews pourra s'assurer une assise financière solide. »

« Les abonnements seront prolongés pour compenser la période de suspension des activités d'ENInews. »

Fondé en 1994, ENInews est financé par le Conseil œcuménique des Églises (COE), la Fédération luthérienne mondiale (FLM) et la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), qui ont leur siège au Centre œcuménique de Genève. ENInews bénéficie aussi de l'appui de l'Association mondiale pour la communication chrétienne, à Toronto. Cette année, l'agence avait en

outre reçu une subvention de l'Église réformée d'Argovie, en Suisse.

Début 2012, invoquant des difficultés financières, le COE et la FLM ont une nouvelle fois réduit leur contribution financière à ENInews, alors que les réductions s'enchaînaient depuis quelques années.

Les lecteurs apprécient l'information fiable et impartiale sur les événements œcuméniques et interreligieux dans le monde.

Le service compte environ 500 abonnés et publie des dépêches en partenariat avec Religion News Service, l'Agence de communication de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et Episcopal News Service. Ses dépêches sont publiées par des médias chrétiens et généralistes dans le monde entier. En 2011, ENInews a produit 721 articles en anglais.

Les articles d'ENInews sont traduits en français par Protestinfo, à Lausanne. Les dépêches en langue anglaise sont produites par la rédactrice Solange De Santis, à New York, qui s'appuie sur un vaste réseau de journalistes répartis aux quatre coins du monde.

Depuis l'annonce de cette suspension temporaire, le COE et la FLM ont fait savoir qu'ils cessaient de continuer à financer ENI.

(D'après des dossiers ENI)

Pourquoi justement à Genève ?

Douwe Visser

Je voudrais ici insister sur la raison qui a fait que la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) a son siège à Genève. L'histoire commence en 1937 avec la décision de créer un Conseil œcuménique des Églises (COE) et d'en fixer le siège à Genève. En 1938, le secrétaire de la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants, Willem Visser 't Hooft, théologien néerlandais, a été nommé secrétaire général du COE bien que, en raison de la guerre, cette organisation n'ait pu exister pleinement qu'avec son assemblée fondatrice, à Amsterdam en 1948.

C'est sur la toile de fond de la naissance du mouvement œcuménique que l'Alliance presbytérienne mondiale a tenu son assemblée générale en août 1948 à Genève. Organisation réformée / presbytérienne, désirant vivement prendre une part active au mouvement œcuménique représenté par le COE, cette assemblée générale a décidé d'installer son siège à Genève plutôt que de rester à Édimbourg. Pour l'Alliance, cette décision a été prise en raison de « l'expansion du mouvement œcuménique et du fait que l'Alliance [était] directement appelée à jouer un rôle important dans les activités du COE. » Genève était un lieu tout indiqué pour une organisation œcuménique.

Il y eut quelques débats à propos de l'endroit où mettre le siège de l'Alliance à Genève. Certains estimaient que l'Auditoire de Calvin serait une bonne solution, mais le pasteur Marcel Pradervand, nouveau secrétaire exécutif de l'organisation, estimait qu'il était absurde de se transporter à Genève si ce n'était pas pour être dans le même bâtiment que le COE.

Cette décision d'aller à Genève a eu une grande influence sur le rôle de l'Alliance dans la création d'un « centre œcuménique » où organisations ecclésiastiques et agences mondiales auraient leur siège. Il faut bien comprendre que la raison de cette installation n'a pas été d'aller à Genève parce que c'était la ville de Calvin. C'est l'identité œcuménique de l'Alliance qui a été déterminante, pas son identité réformée !

On pourrait citer de nombreux exemples du rôle moteur que l'Alliance a joué dans le mouvement œcuménique universel, justement parce qu'elle a eu son siège dans ce lieu qui a fini par être connu comme le Centre œcuménique. Tout d'abord, si ce bâtiment est devenu un centre *œcuménique* au lieu de n'être que le siège du COE, c'est à cause de la présence et de l'influence de l'Alliance,

de la FLM, et plus tard de la Conférence des Églises européennes. Mais l'Alliance a aussi été particulièrement visible par le rôle œcuménique qu'elle a joué. En 1949, le comité exécutif de l'ARM déclarait que « l'intention principale de l'Alliance n'est pas de faire la promotion du presbytérianisme universel comme fin en soi, mais de veiller à ce que la tradition réformée soit au service des objectifs rédempteurs de Dieu par l'intermédiaire plus large de l'Église universelle. »

Dans sa déclaration de Bâle, en 1951, l'Alliance se disait « tout à fait consciente et très opposée aux dangers du dénominationalisme 'œcuménique' qui peut être à l'origine de l'avancée ou du naufrage du mouvement vers l'unité chrétienne aujourd'hui. » L'organisation a également décidé en 1954, contrairement à la FLM, que le travail diaconal ou missionnaire universel ne devait pas être le fait de l'Alliance en tant qu'organisation confessionnelle mondiale, mais qu'il fallait que ce soit accompli par le COE de façon œcuménique.



Le Centre œcuménique de Genève abrite le Conseil œcuménique des Églises, la Fédération luthérienne mondiale, ACT Alliance, la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants et la Conférence des Églises européennes. (Photo : CMER/Greenaway)

Par la suite, l'Alliance a fusionné avec un mouvement d'Églises congrégationalistes, elle est devenue, en 1970, l'Alliance réformée mondiale (ARM). En 2010, elle a été l'une des deux organisations fondatrices de la CMER en fusionnant avec le Conseil œcuménique réformé.

Au cours des années, l'ARM a compris qu'un engagement œcuménique qui ne s'attacherait pas du fond du cœur, aussi fortement que possible, à la justice, fragiliserait cet engagement lui-même. Il faut ici mentionner

Suite page 2

Suite de la page 3

deux grands moments de son histoire : l'assemblée générale d'Ottawa (Canada) en 1982 a déclaré que justifier théologiquement l'apartheid était une hérésie et, en 2004 à Accra (Ghana), l'adoption de la Confession d'Accra condamnant avec force l'injustice sur le plan social et économique.

Existe-t-il une relation entre cet engagement de plus en plus affirmé envers la justice et le fait que le secrétariat



Marcel Pradervand était le responsable du mouvement réformé international en 1948 au moment du transfert d'Édimbourg à Genève pour assurer la relation avec l'œcuménisme mondial. (Photo : Archives COE)

soit à Genève ? Cette question n'est pas du ressort de ce rapide aperçu. Mais on peut voir clairement à l'inverse que l'Alliance (aujourd'hui la CMER) a manifesté nettement par son travail que son engagement en faveur de la justice était capital pour l'implication œcuménique. C'est cette conviction qui a eu des conséquences sur le COE et d'autres organisations œcuméniques présentes dans le cadre de ce bâtiment.

Signalons aussi que le Conseil œcuménique réformé, dont le siège était à Grand Rapids (États-Unis), se sentait de plus en plus isolé de l'ensemble du monde œcuménique protestant. Cela n'a pas manqué de contribuer à sa fusion avec l'ARM dont le siège, situé à Genève, était physiquement plus proche du centre de l'œcuménisme.

La CMER vient de décider de quitter Genève. Il est bon d'avoir conscience de tout ce que cette organisation et celles qui l'ont précédée ont pu recevoir, au cours des années, du fait qu'elles étaient situées dans ce centre du monde œcuménique et dans une ville où tant d'organisations internationales ont leur siège. Pour des raisons financières, la CMER se sent contrainte de quitter ces lieux où elle a exercé son engagement œcuménique. Cet engagement devra se poursuivre où que soit situé le siège de la CMER.

Douwe Visser était président mondial du Conseil œcuménique réformé au moment où cette organisation a fusionné avec l'ARM pour constituer la CMER. Il est aujourd'hui secrétaire exécutif de la CMER pour le service de théologie, de mission et de communion.

Ouverture d'un poste :

Secrétaire général de la Communion mondiale d'Églises réformées

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) cherche un Secrétaire général qui sera le directeur général de la CMER, responsable devant l'Assemblée générale et le Comité exécutif, chargé de diriger et de coordonner le travail de la CMER. Les candidats devront satisfaire aux conditions suivantes :

- être ministre ordonné d'une des Églises membres
- capable d'exercer une direction spirituelle
- être fermement attaché à la foi réformée
- disposer d'une bonne formation théologique
- avoir fait preuve de capacités en matière de travail en équipe, de gestion et de communication
- avoir une expérience et un engagement dans le cadre du mouvement œcuménique
- être familiarisé avec les questions internationales actuelles
- être ouvert à la diversité culturelle et théologique, aux questions de genre, aux problèmes de la jeunesse
- parler couramment l'anglais ; des connaissances en français, en allemand et/ou en espagnol seront utiles.

Il est recommandé de faire parvenir les candidatures au plus tard pour le 31 décembre 2012. La nomination aura lieu en mai 2013 et le candidat retenu prendra ses fonctions au début de 2014.

Informations sur la CMER : www.wcrc.ch

Si vous êtes intéressé par ce poste et si vous souhaitez recevoir un dossier de candidature veuillez prendre contact avec :

The Very Reverend Dr. Sheilagh M. Kesting
Church of Scotland Offices
121 George Street
Edinburgh EH2 4YN
Royaume Uni
skesting@cofscotland.org.uk



Des participants à la conférence sur la primauté du droit discutent du rôle des Églises dans des situations où les droits humains sont menacés. (de g. à d.) : Michael Mutzner, Veronica Muchiri, Theodore Gill (Photo : CMER/Greenaway)

La sécurité, nouvelle religion ?

Selon les participants à une conférence organisée par l'Église, à Genève (Suisse), sur la primauté du droit, il serait temps de réexaminer l'inflation en matière de mesures sécuritaires soutenues par les états. Cet appel était une réaction aux rapports présentés au cours de la conférence, signalant le coût de la « sécurisation », des violations des droits humains commises au nom de la sécurité, et des empiètements de plus en plus fréquents dans le domaine de la vie privée par la surveillance exercée sur les médias sociaux et les contrôles concernant les déplacements.

Pour Elizabeth van der Heide, du Centre sur le terrorisme et le contre-terrorisme aux Pays-Bas, « ce n'est pas l'installation de portiques de sécurité, mais le sentiment de confiance, de cohésion sociale et d'accomplissement personnel qui rendront la société plus sûre. »

Elle a fait ces commentaires dans une allocution présentée lors de la conférence *Churches and the Rule of Law* (Églises et primauté du droit), au Centre international John-Knox (28-30 octobre). Cette manifestation avait rassemblé une quarantaine de participants venus d'Églises et d'ONG africaines, nord-américaines et européennes.

« Des mesures de sécurité sont nécessaires au bon fonctionnement de la société » dit Elizabeth van der

Heide. Toutefois, cette universitaire néerlandaise met en garde contre la tendance des gouvernements à « terroriser leurs ouailles » en exagérant les dangers, de manière à justifier des niveaux élevés de surveillance électronique.

Au cours de la discussion, Dietrich Werner, du Conseil œcuménique, a posé cette question : « La sécurité est-elle la nouvelle religion ? En faisons-nous une idole ? »

Cet universitaire et théologien allemand dit qu'il s'agit là d'une préoccupation essentielle pour les Églises aujourd'hui. Il estime que le moment est venu de publier une déclaration contre « la connotation religieuse de la sécurité ».

Douwe Visser, de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), était l'organisateur de cette conférence. Le sujet de cette manifestation a été choisi, dit-il, pour répondre au fait qu'il est de plus en plus admis que les Églises jouent un rôle important dans la mise en place de garde-fous juridiques contre les abus de pouvoir et pour résister activement aux restrictions des droits humains au nom de la sécurité.

Pour lui, « il s'agissait d'informer les Églises sur le rôle qu'elles peuvent jouer, là où elles vivent, pour garan-

Suite page 2

Suite de la page 5

tir la primauté du droit. Nous avons également voulu donner l'occasion à des organisations mondiales comme la CMER et le Conseil œcuménique d'établir leurs programmes pour les années qui viennent en fonction de la question des droits et de la primauté du droit. »

Les débats ont été consacrés au besoin de trouver un équilibre entre la nécessaire protection des membres de la société tout en préservant le droit des gens à bénéficier de procédures juridiques justes et ouvertes, ainsi qu'à la protection de leur vie privée. Des participants ont posé la question de savoir comment trouver le juste milieu entre les droits de l'individu et le rôle de l'État qui est d'assurer la protection publique.

Veronika Muchiri, du Kenya, a souligné le rôle joué par les Églises de son pays dans l'élaboration de la constitution puis, par la suite, à la tête d'une opposition active au gouvernement qui refusait d'adopter une démocratie pluri-partite. Elle a déploré la lenteur actuelle avec laquelle on applique des sanctions aux personnes qui ont commis des actes de violence au nom de la religion. Dernièrement, des églises ainsi que les maisons et les entreprises de chrétiens ont été la cible d'attentats perpétrés par des extrémistes musulmans, et des chrétiens sont souvent allés rendre la pareille aux musulmans de la région.

Kobus Gerber, d'Afrique du Sud, soutient qu'en raison des violences en bande organisée et d'autres formes d'agression, de solides mesures de protection sont néces-

saires dans son pays. D'autre part, ce responsable de l'Église réformée néerlandaise note la complexité du débat sur la nécessité d'imposer le respect de la primauté de la loi lorsque celle-ci est elle-même injuste. C'est ce qui s'est produit, a dit Kobus Gerber, dans certaines Églises qui considéraient que la loi sur l'apartheid était inhumaine et qui choisirent d'y résister.

Martin Robra, du Conseil œcuménique des Églises (COE) a exhorté le mouvement œcuménique en général, et le COE en particulier, à s'attacher aux questions diverses et parfois contradictoires liées au rôle susceptible d'être joué par les Églises pour répondre aux questions et aux préoccupations touchant à la meilleure façon de défendre les droits humains tout en assurant la protection des personnes les plus vulnérables dans des pays politiquement instables.

Il a admis que c'était une question compliquée à une époque où l'on peut craindre, dans certains secteurs, que ces lois sur les droits humains, par exemple, soient respectées par des états lorsque cela les arrange et ignorées lorsque ce n'est pas le cas. Et pourtant il a dit « ne pas pouvoir imaginer, dans l'avenir, un COE qui n'insisterait pas encore davantage sur les questions internationales et sur la paix dans la justice. »

Douwe Visser a dit que la CMER développerait son travail avec ses partenaires œcuméniques comme le COE sur les sujets évoqués par cette conférence. Le Centre international réformé John-Knox publiera début 2013 un rapport de cette conférence.

De nouveaux modèles missionnaires : un mouvement qui prend de l'essor

Lors de tout un ensemble de conférences régionales sur la mission lancées par la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) au cours de ces deux dernières années, c'est l'attitude face aux contextes multiculturels et pluri religieux qui est apparue comme l'enjeu principal auquel se trouve confrontée la mission contemporaine. Ces conférences se sont tenues en Asie (Indonésie et Inde) et en Afrique (Nigeria), elles doivent déboucher sur une conférence missionnaire universelle en 2013 dont le lieu et la date ne sont pas encore fixés.

... besoin de trouver un équilibre entre relations bilatérales et multilatérales entre Églises ...

En juin, aux États-Unis, une conférence sur la mission œcuménique mondiale a été organisée par l'Église presbytérienne pour examiner des études récentes sur les pratiques et les perspectives missionnaires actuelles. Il s'agit

de déclarations faites lors de la conférence missionnaire mondiale d'Édimbourg en juin 2010, et de l'Engagement du Cap (*Capetown Commitment*) élaboré en octobre 2010. Cette conférence a également reçu deux déclarations missionnaires qui doivent être présentées lors de l'assemblée du COE à Busan (Corée) en octobre 2013 : *Together Towards Life : Mission and Evangelism in Changing Landscapes* [Ensemble, en route vers la vie : La mission et l'évangélisation dans des paysages en mutation] (sept. 2012) et *Busan Communication Statement* [déclaration de Busan sur la communication] (mai 2012).

S'adressant à la conférence, le pasteur Setri Nyomi, secrétaire général de la CMER, a dit que les intentions de l'Église étaient bonnes, mais que de vieux schémas persistent encore. Il a fait remarquer qu'il était nécessaire de trouver un équilibre entre relations bilatérales et multilatérales dans les Églises engagées dans l'action missionnaire.

Rob Witmer, partenaire des Aïnous du Japon

En acceptant un poste pour trois ans dans le nord du Japon, Rob Witmer n'imaginait pas qu'il y serait encore 43 ans plus tard. Aujourd'hui, en compagnie de son épouse japonaise Keiko, il y vit, il a un jardin et travaille avec les Aïnous, un peuple autochtone du Japon. Ils parlent japonais avec leur fille et leurs deux fils et ils cultivent eux-mêmes leur riz. L'anglais de Rob est maintenant quelque peu hésitant, il a un léger accent, ce qui indique, oralement, qu'il est depuis longtemps immergé

Aïnous et la perte de leurs terres. Les Japonais ont créé des « Dojin gakko » (des sortes de pensionnats) destinés à appliquer une politique d'assimilation qui a provoqué la perte de la langue et des traditions culturelles.

CR : Comment se déroule votre travail ?

RW : Je suis basé dans un centre rural de l'Église, le centre de Dohoku, qui s'occupe essentiellement de programmes relatifs à l'alimentation, à l'agriculture et à la société rurale. J'apporte aussi mon aide à de petites Églises dans le nord d'Hokkaido. Nous organisons deux fois par an des « séminaires sur les trois amours », amour de Dieu, de l'humanité et de la terre. Je suis également chargé de participer à la coordination du programme annuel de travail de terrain pour les membres des paroisses locales dans lesquelles des Japonais non aïnous et des Aïnous se rencontrent pour s'informer sur des questions préoccupantes et pour voir comment favoriser des solutions appropriées.

Parmi les problèmes actuels, signalons des procès concernant des violations des droits humains, comme des profanations de tombes aïnous où des restes ont été enlevés à des fins scientifiques, ce qui serait impensable dans le cas de tombes japonaises. Autre sujet de préoccupation pour les membres d'Église qui soutiennent le centre de documentation du peuple aïnou, l'absence, dans les nouveaux

manuels scolaires, de toute mention des peuples autochtones dans le pays, bien que le gouvernement japonais les ait officiellement reconnus en 2008.

Aujourd'hui, à Hokkaido, 12 000 personnes se reconnaissent officiellement comme Aïnous et se rattachent à l'association aïnou. On estime à 100 000 le nombre de personnes appartenant à une population autochtone au Japon. Mais beaucoup cherchent à dissimuler cette identité en raison du faible statut qui leur est accordé.

CR : Quelles sont les relations entre les Aïnous et d'autres peuples autochtones dans le monde ?

RW : Les Sámi (Lapons) de Norvège, les Maori de Nouvelle-Zélande, les Aborigènes d'Australie et des membres des Premières Nations du Canada sont venus à Hokkaido avec le soutien du Conseil œcuménique. Ce sont des occasions, pour les visiteurs autochtones internationaux, de rencontrer les paroisses locales et de parler de leurs préoccupations communes.



Keiko et Rob Witmer (debout, à g.) avec la famille Shiozaki et un ami, Rie (à genoux). Les Shiozaki ne sont pas baptisés mais s'investissent activement dans des projets avec Witmer, et Rie va à l'Église, « en recherche » de foi. (Photo : Rob Witmer)

dans l'Église, la culture et les préoccupations de la région d'Hokkaido.

Les Witmer font tous deux partie du personnel expatrié de l'Église unie du Canada, même si Keiko est membre de l'Église unie du Christ au Japon (Kyodan). Ces deux Églises, comme d'autres dans la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), s'efforcent de créer des modèles de mission avec les peuples autochtones pour le 21^{ème} siècle qui réparent les torts causés dans les siècles précédents au nom de la mission chrétienne. Interviewé par *Communiqué réformé*, Rob Witmer évoque leur travail parmi les Aïnous.

Communiqué réformé (CR) : Sur quoi est centrée votre action ?

Rob Witmer (RW) : Je travaille solidairement avec les Aïnous qui cherchent à récupérer leurs droits et qui souhaitent instituer un nouveau type de relation avec le peuple japonais. Les problèmes actuels remontent à 1868, début de la modernisation au Japon, qui a provoqué dans cette région l'arrivée massive de personnes non aïnous. Ce qui a eu pour effet un transfert de population chez les



La conférence sur l'économie mondiale était accueillie conjointement par des partenaires œcuméniques. (Photo : COE/Schneider)

Pour lutter contre l'appât du gain : un nouveau système financier

Des théologiens, des militants engagés dans la lutte contre la pauvreté et des économistes ont publié une déclaration dans laquelle ils désignent la surconsommation et l'appât du gain comme les éléments essentiels à combattre pour parvenir à une répartition plus juste des ressources mondiales. On y présente l'absence d'exclusion dans la société, la justice dans les relations entre les genres, le souci de l'environnement et des actes concrets de lutte contre l'appât du gain comme les critères d'une nouvelle architecture économique et financière.

Cette déclaration a été publiée le 5 octobre à l'issue d'une conférence œcuménique mondiale sur la nouvelle architecture économique et financière (*Global Ecumenical Conference on a New Economic and Financial Architecture*) qui s'est tenue à Guarulhos, dans la banlieue de São Paulo, au Brésil. Rassemblant 60 délégués du 29 septembre au 5 octobre, cette conférence était organisée par la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) en partenariat avec le Conseil œcuménique des Églises (COE) et le CWM (Conseil pour la Mission mondiale).

Les participants ont recommandé un certain nombre d'actions, comme la constitution d'un institut œcuménique de gouvernance, d'économie et de gestion et la création d'une commission mondiale à l'initiative du mouvement œcuménique pour promouvoir les travaux de la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, présidée par Joseph Stiglitz.

Pour Omega Bula, de l'Église unie du Canada, qui présidait le groupe de rédaction de la déclaration, l'importance de cette dernière réside dans le fait qu'elle propose clairement des solutions de rechange aux modèles actuels.

« Il est essentiel de pouvoir disposer d'une base pour la suite de notre travail – dit-elle. On nous interpelle souvent, lorsque nous nous contentons de critiquer quelque chose, et on nous demande ce qu'il faudrait faire, à notre avis. Cette rencontre a donc été très importante en ceci qu'elle propose d'autres solutions. »

Le document est intitulé *São Paulo Statement : International Financial Transformation for the Economy of Life* (Déclaration de São Paulo : transformation financière internationale pour l'économie de la vie). On y lit que les gouvernements et les institutions internationales devraient remplacer le PIB (Produit intérieur brut) en tant que principal indicateur de progrès économique par d'autres indicateurs tels que la qualité de la santé et de l'éducation et le caractère durable de l'environnement qui semblent constituer de meilleures mesures de la puissance économique.

Dans la liste des actions suggérées, on trouve également l'affirmation des droits à la communication pour faire progresser les capacités des populations à développer des solutions de rechange aux structures financières et économiques actuelles.

Selon Rogate Mshana, qui est à la tête du programme du COE sur la richesse, la pauvreté et l'écologie, « la proposition la plus pertinente à laquelle on devrait donner suite au moyen d'un groupe représentatif de personnes est ... le remplacement du Fonds monétaire international (FMI) par une Organisation monétaire internationale (OMI) démocratique et la création d'une réserve monétaire internationale alternative ».

Collin Cowan, secrétaire général du CWM, souligne la diversité des professions représentées à la conférence et le consensus atteint par les participants. « Les résultats de cette conférence permettent de croire qu'il existe suffisamment de bonne volonté et de courage parmi nous pour participer à un processus ayant pour objectif de corriger les défauts d'une société qui a perdu son sens de la justice en matière d'économie et de sauvegarde de la terre. »

« Je souhaite que vous puissiez voir dans cette journée le commencement d'une époque nouvelle de passage à l'action », déclarait Setri Nyomi, secrétaire général de la CMER. « J'ai l'espoir que l'engagement qu'ensemble nous venons de prendre sera le premier pas pour mettre en place une économie au service de la vie, contrastant avec le système que le monde a connu jusque-là », ajoutait-il.

Un leader paysan appelle au changement par une poussée populaire

De l'avis du responsable d'un mouvement de paysans sans terre d'Amérique latine, il faut un renouveau des mouvements de masse en vue d'un changement social pour que la voix des gens ordinaires puisse se faire entendre dans les discussions sur la réforme du système financier mondial.

João Pedro Stédile, du Mouvement national brésilien des travailleurs agricoles sans terre, qui s'exprimait lors d'une conférence sur la réforme de l'économie mondiale, au Brésil, a déclaré que des mouvements populaires cherchent à réaménager l'économie des pays du monde. Ce qu'ils veulent, dit-il, c'est obtenir des changements pour résoudre les principaux problèmes des gens, la nourriture, la terre, l'emploi, le logement, l'éducation.

Stédile était l'un des orateurs de la conférence œcuménique mondiale sur la nouvelle architecture économique et financière (*Global Ecumenical Conference on a New International Financial and Economic Architecture*) qui s'est tenue à l'initiative de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) qui a eu lieu au Brésil du 29 septembre au 5 octobre.

Des économistes, des théologiens et des militants de la lutte contre la pauvreté ont établi une analyse critique des conséquences du système financier mondial sur les populations et sur l'environnement. Ils ont également suggéré une autre façon d'établir une « architecture » économique et financière différente.

« Ce qui manque – a déclaré Stédile au cours d'une interview – c'est une base plus vaste au niveau des masses. Partout dans le monde, on traite les mouvements sociaux en actions criminelles. Nous espérons voir bientôt un renouveau des mouvements de masse qui, à leur tour, mettront les vrais problèmes des gens à l'ordre du jour. »

Et d'ajouter : « Plutôt que de nous borner à produire des documents et des déclarations convergentes, il faut accroître notre impact dans le rapport actuel des forces et ce ne sera possible que par la mobilisation populaire. »

Texte établi sur des dossiers de Marcelo Schneider



Les participants à cette conférence ont rédigé une série de principes concernant la répartition juste et respectueuse des ressources financières et naturelles de la planète. (Photo : COE/Schneider)

Des responsables religieux réclament une enquête à propos de la loi sur le blasphème au Pakistan

Selon des responsables chrétiens, musulmans et hindous réunis à Genève pour une session internationale à propos de la loi sur le blasphème, au Pakistan, celle-ci entraîne des « violations flagrantes des droits humains ». Dans la déclaration finale, ils demandent au gouvernement pakistanais de créer une commission chargée d'enquêter sur l'utilisation abusive de cette loi.

Cette rencontre internationale sur l'usage abusif de la loi sur le blasphème et sur les droits des minorités religieuses au Pakistan s'est tenue en septembre à Genève au Conseil œcuménique des Églises. Elle avait pour objet l'analyse de la montée du fondamentalisme et de l'extrémisme religieux et la recherche d'une réponse efficace au nombre croissant de cas de violences touchant aux droits des minorités religieuses au Pakistan.

La loi sur le blasphème permet d'accuser des personnes d'avoir porté atteinte à la religion. Dans certains cas, la condamnation entraîne obligatoirement la peine de mort. L'Église du Pakistan et des défenseurs des droits humains ont dit aux participants que, bien que l'on n'ait pas encore eu recours à la peine de mort, certains accusés ont été lynchés par la foule ou obligés de se cacher quoiqu'ayant été acquittés.

« Ce n'est pas en rafistolant des amendements de procédure qu'on aboutira à quelque chose », peut-on lire dans la déclaration. « C'est pourquoi nous insistons auprès du gouvernement pour qu'il crée immédiatement une commission d'enquête compétente chargée d'examiner les conséquences dramatiques de la loi sur le blasphème et de proposer une issue à cette situation difficile et fâcheuse. »

Environ 90 participants venus d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi que des représentants de groupes religieux et de défenseurs des droits humains au Pakistan se sont retrouvés du 17 au 19 septembre pour cette réunion à Genève.

Cette séance s'est tenue en même temps que la réunion à Genève du conseil des droits de l'homme de l'ONU, ce qui a permis aux participants de rencontrer des ambassadeurs et des représentants en mission de divers pays pour attirer leur attention sur les atteintes aux droits humains résultant de l'usage abusif de cette loi.

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) a deux Églises membres au Pakistan : l'Église presbytérienne du Pakistan et l'Église du Pakistan.



Les participants du projet distribuent des glacières avec Peter Lloyd (à dr.), trésorier de l'Église locale et président de Malta Microfinance. (Photo : St. Andrew's Scots Church, Malta)

Quitter l'Afrique... pour Malte

Páraic Reamonn

Walter et Lillian Donmilic sont chrétiens. Ils ont fui le Nigeria lorsque des agitateurs islamistes ont incendié des églises et des maisons. Entassés avec d'autres dans un camion, ils ont traversé le Sahara. Cela leur a coûté toutes leurs économies, car les chauffeurs s'arrêtaient souvent et exigeaient davantage d'argent pour poursuivre le voyage. Au début de l'année dernière, ils sont arrivés en Libye, en pleine guerre. Avec des milliers d'autres Africains, ils ont cherché désespérément à fuir vers l'Europe.

Un patrouilleur de la marine maltaise a trouvé leur barque en train de dériver, à cours de carburant, dangereusement surchargée et faisant eau. Escortés jusqu'à La Valette, ils ont été directement placés en détention.

La guerre en Libye a amené à Malte des milliers d'Africains, comme Walter et Lillian, mais cela n'a fait que renforcer une tendance. Entre 2002 et 2010, il y a eu plus de 14 000 réfugiés, mais plus nombreux encore sont ceux qui sont morts au cours de leur tentative. L'agence des réfugiés de l'ONU a calculé que, par rapport à la taille de sa population, Malte comptait le nombre de réfugiés le plus élevé au monde. Beaucoup vivent sous des tentes ou dans de vieux conteneurs reconvertis.

Depuis quelques années, la paroisse écossaise de St Andrew's (St Andrew's Scots Church, qui est à La Valette) une association œcuménique entre l'Église d'Écosse et l'Église méthodiste de Grande Bretagne) s'est occupée de ces réfugiés et leur a fourni des glacières, des congélateurs et des ventilateurs en été, des trousseaux de secours maternel, du matériel d'enseignement de l'anglais, des couvertures, des couettes, des vêtements d'hiver pour les bébés et les enfants. Pour les autorités maltaises, les réfugiés venant d'Afrique du Nord étaient musulmans – ce qui est le cas de la plupart d'entre eux – mais il y a aussi un

nombre non négligeable de chrétiens et certains d'entre eux ont trouvé à St Andrew's un foyer spirituel.

Le besoin le plus urgent c'est d'aider les réfugiés – chrétiens ou musulmans – à faire un nouveau départ dans la vie. L'Église a lancé le programme « Malta Microfinance » qui s'inspire de la Banque Grameen au Bangladesh, pour aider les réfugiés à créer des projets lucratifs et pour les faire sortir définitivement des camps et des centres de réfugiés.

En avril dernier la « Guilde », une association de près de 30 000 membres au sein de l'Église d'Écosse, a adopté un projet de partenariat sur trois années (2012-2015) intitulé *Out of Africa... into Malta* (Quitter l'Afrique... pour Malte). L'objectif est de collecter plus de 150 000 francs suisses de capital pour « Malta Microfinance », ce qui assurerait l'auto suffisance de ce programme.

Mais les fonds de la Guilde n'arriveront pas avant l'année prochaine. Pour combler cette lacune, le Fonds de partenariat de la CMER a accepté, en mai dernier, de fournir une somme de départ de 30 000 francs suisses à Malta Microfinance.

Selon Doug McRoberts, pasteur de St Andrews, « ces années seront cruciales pour reconstituer des vies et des familles brisées, calmer des blessures, des rejets, et faire tout cela à la manière de Jésus. Jusqu'ici, honnêtement, on peut dire que nous avons observé ses paroles : 'J'avais faim et j'avais soif et vous m'avez donné quelque chose à manger et à boire...' Il faut maintenant aborder un autre défi : 'J'étais étranger et vous m'avez reçu chez vous.' »

Pour solliciter une subvention d'au maximum 30 000 CHF auprès du Fonds de partenariat, aller sur : www.wcrc.ch/node/36 ou envoyer un courriel à : partnershipfund@wrcr.ch. Nous apprécions tout spécialement les demandes provenant d'Églises membres qui n'en ont pas encore présenté auparavant.

Le service d'ordination confirme la conviction que les femmes comme les hommes sont appelés à travailler dans la mission de Dieu.



Amparo Lerín Cruz (à g.) et Gloria González Esquivel (à dr.), premières femmes ordonnées au ministère pastoral au Mexique. (Photo : Carlos Mondragón)

Mexique : Première ordination de femmes pasteures par un nouveau groupe ecclésial

Leopoldo Cervantes-Ortiz

Les deux premières femmes pasteures du Mexique ont reçu l'ordination lors de l'inauguration d'une nouvelle communion d'Églises dans ce pays. La célébration s'est déroulée le 28 octobre à l'occasion de la création de la Communion mexicaine d'Églises réformées et presbytériennes (CMIRP).

La manifestation a rassemblé plus de 300 personnes à dans la ville de Mexique, dont sept pasteurs qui venaient d'être excommuniés par l'INPM (Église nationale presbytérienne du Mexique) alors que le sujet de l'ordination des femmes dans l'Église était en discussion. Ces pasteurs étaient accompagnés par leurs paroisses.

C'est pour marquer le point de départ de cette nouvelle Église et de son cheminement œcuménique que ce regroupement de communautés ecclésiales de tradition calviniste (presbytérienne) a procédé à l'ordination de Gloria González Esquivel et d'Amparo Lerín Cruz, premières femmes pasteures du Mexique.

Gloria González Esquivel, diplômée en théologie, originaire de l'état de Morelos, habite maintenant au Chiapas où elle dessert une paroisse et dirige une organisation non gouvernementale qui travaille avec des femmes pauvres. Elle a été reçue par le groupe du Chiapas.

Amparo Lerín Cruz est née à Oaxaca, elle est titulaire d'une maîtrise en théologie et exerce actuellement son

travail pastoral à l'Église El-Shadday au terme d'un long parcours commencé dans le cadre du consistoire Jean Calvin (fondé en 1989). Son cas a provoqué un énorme conflit avec l'assemblée générale de l'INPM où elle avait elle-même présenté un rapport en faveur de l'ordination des femmes devant le conseil théologique en août 2011, lequel avait exclu toute possibilité d'ordination des femmes dans cette Église.

La décision d'ordonner ces deux femmes à l'occasion de cette date significative marque le début du travail de la CMIRP et affirme une position théologique qui la situe aux côtés des initiatives qu'appuient l'organisation réformée régionale AIPRAL (Alliance d'Églises presbytériennes et réformées d'Amérique latine) et la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER). Le nom de cette nouvelle communion d'Églises s'inspire d'ailleurs de celui de la CMER.

On peut lire, dans une lettre adressée à cette occasion par l'AIPRAL et par les Églises réformées en Argentine : « Ainsi que vous le savez, la CMER et l'AIPRAL, après une étude approfondie de la Parole de Dieu, sont parvenues à la conclusion que femmes et hommes sont appelés à la mission de Dieu et aux divers ministères de l'Église. Nous incitons par conséquent nos Églises à méditer cette question et à parvenir à l'intégration totale des femmes dans tous les aspects du ministère pastoral. »

“L’association s’enracine dans des initiatives en faveur de la paix et de la réunification.”



La théologienne réformée Soon Kyung Park (89) a fondé l’ACFT en 1980. (Photo : avec la permission de Soon Kyung Park)

Un prix suisse décerné à une association coréenne de théologiennes

Une association de théologiennes féministes coréennes a été choisie pour recevoir un prix international décerné par des femmes des Églises réformées de Suisse à des organisations ou à des personnes qui s’occupent de favoriser le rôle des femmes à des postes de direction dans les Églises.

C’est l’Association coréenne de femmes théologiennes (ACFT) qui a été retenue pour recevoir ce prix Sylvia Michal attribué par les femmes présidentes d’Églises réformées en Suisse, en collaboration avec la Communion mondiale d’Églises réformées. Le prix porte le nom de la première femme à avoir été présidente d’une Église en Europe. Il est attribué tous les deux ans.

En 2013, ce prix symbolise la reconnaissance pour le soutien apporté par l’ACFT à la théologie envisagée d’un

point de vue féministe, ainsi que pour avoir favorisé une plus grande participation féminine dans les Églises de Corée du Sud. Cette association est enracinée dans des initiatives en faveur de la paix, de la réunification et des droits humains dans la péninsule coréenne.

Parmi les 350 membres et les 150 membres associés de l’ACFT, on trouve des pasteures, des universitaires et des femmes au travail dans les Églises, qui s’attachent à répondre pratiquement aux préoccupations des femmes. L’association soutient l’idée d’une pleine participation des femmes dans les structures des Églises et milite en faveur de l’étude et de la reconnaissance de la théologie féministe.

L’ACFT a été fondée en 1980 par Soon Kyung Park (89 ans). C’est une théologienne réformée d’avant-garde. Elle a enseigné pendant 22 ans à l’Université féminine Ewha, tout en supervisant le développement de l’ACFT. Ses travaux sont consacrés essentiellement à la théologie de la libération, qui est une façon d’aborder la doctrine chrétienne en privilégiant les besoins et la protection des personnes les plus vulnérables. Elle s’est également attachée aux notions coréennes du « Minjung » (la souffrance) et du « Minjok » (l’autodétermination nationale). Elle est connue pour son soutien à la réunification de la péninsule coréenne, ce qui lui a valu plus de trois mois de prison en 1991.

L’ACFT va utiliser les 5 000 dollars du prix Sylvia Michel pour publier une version anglaise de l’histoire de l’organisation et ceci à temps pour que l’ouvrage soit prêt au moment de l’assemblée du Conseil œcuménique des Églises qui se tiendra à Busan, en Corée du Sud, du 30 octobre au 8 novembre 2013.

Des représentantes de l’ACFT viendront à Genève le 10 mars 2013 pour recevoir le prix.



L’attribution du Prix Sylvia Michel est préparée par une équipe représentant les femmes présidentes d’Églises cantonales suisses et le programme de la CMER qui s’occupe des relations entre les genres. Ici, de g. à dr. : Dora Arce-Valentín, Irmelin Kradolfer et Claudia Bandexin. (Photo : CMER/Greenaway)

PRIX LOMBARD 2013

Paradis:

source d'inspiration pour le renouveau des structures sociales et économiques dans la société mondiale

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), en association avec la Banque Lombard, Odier & Cie, de Genève, propose un prix destiné à récompenser une dissertation théologique, en mémoire de Georges Lombard, qui fut l'un des associés de cette banque et qui a été pendant de longues années trésorier général de l'Alliance réformée mondiale (aujourd'hui l'une des composantes de la CMER).

**Si vous êtes étudiant(e) en théologie ou pasteur(e)
et vous avez moins de 35 ans
faites-nous part de vos idées !**



**Communion mondiale
d'Églises réformées**

CP 2100, 150 Route de Ferney
1211 Genève 2, Suisse
Tél. : +41 22 791 62 40
Fax : +41 22 791 65 05

Courriel : wrcr@wrcr.ch
www.wrcr.ch

*pour plus d'informations sur
ce concours, voir notre site :*

www.wrcr.ch

**les dissertations devront parvenir
au plus tard le 23 décembre 2012**



Sunita Suna dirige le bureau régional Asie de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants. (Photo : Église unie du Canada)

Protestations étudiantes contre des pratiques minières néfastes

Aux Philippines, des étudiants chrétiens font campagne contre des pratiques minières nuisibles à l'environnement. Ces méthodes sont le fait de sociétés étrangères. En Inde, des étudiants protestent contre les décisions gouvernementales autorisant une société minière sud-coréenne à faire déplacer de nombreux personnes appartenant aux populations autochtones.

Ces étudiants font partie d'un réseau mondial réunissant des organisations nationales associées à la Fédération universelle d'associations chrétiennes d'étudiants (FUACE) qui incite les étudiants chrétiens à s'impliquer dans des actions en faveur du changement de systèmes générateurs d'injustice sociale et économique.

Sunita Suna, secrétaire exécutive de la FUACE pour la région Asie-Pacifique, explique : « La FUACE appelle à prendre conscience de l'injustice dans le domaine climatique et elle aide les étudiants à analyser les événements. En rentrant chez eux, ils rapportent ces analyses au SCM (Mouvement des étudiants chrétiens) de leur pays et s'investissent avec force dans ces questions d'opposition aux sociétés minières. »

Sunita Suna, qui est originaire de l'Inde et vit actuellement à Hong Kong, a fait ces commentaires en août dernier au cours d'un entretien avec *Communiqué réformé* à Ottawa (Canada) où elle participait à la réunion du principal organe décisionnel de l'Église unie du Canada, l'assemblée générale, qui a lieu tous les trois ans.

Aux Philippines, les étudiants s'intéressent principalement aux conséquences des méthodes minières sur l'environnement et l'économie du pays.

Sunita Suna remarque : « Ces compagnies pratiquent une recherche brutale de profit. Les ressources sortent du pays sans aucun avantage pour les Philippines. Le SCM

des Philippines veut promouvoir un développement durable au bénéfice des gens du pays. »

En Inde, les étudiants protestent contre les décisions du gouvernement d'accorder à la compagnie minière coréenne l'autorisation d'exploiter des ressources dans l'état d'Orissa, dans une région dont la majorité de la population est autochtone. Plus de 30 villages vont être déplacés.

Depuis trois ans, les habitants de ces villages protestent contre ces déplacements. Le gouvernement promet des indemnités aux personnes qui seront déplacées en raison des activités minières, mais, selon Sunita Suna, on ne sait toujours pas ce qui sera proposé, ni quand, ni où.

Le SCM de l'Inde, revendique le droit à la terre pour les populations autochtones de cet état : « Les étudiants disent que les gens ont le droit de vivre là où ils vivent » dit Suna.

Ces préoccupations des étudiants dans la région Asie-Pacifique sont le reflet de celles que les délégués à l'assemblée générale de l'Église unie du Canada ont discuté dans des motions concernant les méthodes des compagnies minières canadiennes, soit au Canada, soit à l'étranger. Sunita Suna cite en exemple la *Beaconsfield Initiative* proposée à l'approbation de l'assemblée. Cette initiative invitait l'Église à condamner les grandes entreprises minières destructrices organisées par des sociétés canadiennes et concernant des populations autochtones de la région de Cordillera aux Philippines. Suna fait également remarquer que beaucoup d'actionnaires de la POSCO sont canadiens.

L'Église unie du Canada soutient énergiquement les programmes de justice et de partenariat du Conseil œcuménique des Églises.



*L'Avent est le moment où l'on se tourne vers les autres en offrant son soutien.
(Photo : CMER/Koopmans)*

À Noël, « la Parole a été faite chair et elle a habité parmi nous. »

La Communion mondiale d'Église réformées (CMER) témoigne du fait que l'unité que nous avons en Jésus, Parole faite chair, n'est pas seulement d'ordre spirituel, mais qu'elle nous pousse tous ensemble au service du monde. Notre vision réformée particulière participe à la riche diversité de tout ce qui œuvre ensemble pour le règne de Dieu. Par la réflexion théologique, par un culte plus riche, par l'éducation, la défense de la justice, la

mission, la CMER soutient et renforce le ministère de 80 millions de chrétiens dans 230 Églises réparties dans 108 pays.

Pour apporter votre soutien au travail de la CMER dans l'édification de l'Église dans le monde entier, vous pouvez faire un don sécurisé en ligne en vous rendant sur : www.wcrc.ch, et en tapant sur : « soutien » en bas à droite.

Abonnez-vous maintenant à *Reformed World* 2013 !

Reformed World

1 an :	20,00 CHF
1 an (abonnement de soutien) :	40,00 CHF
Prix au numéro :	15,00 CHF

Paraît trois fois par an. N .B. En 2012, le troisième numéro ne sera pas publié. En 2013, le numéro du volume est 63. Ces tarifs incluent le coût de l'expédition par voie de surface.

Reformed Communiqué / Communiqué réformé

Communiqué réformé est un bulletin d'information présentant les Églises membres de la CMER et conçu à leur intention. Paraît quatre fois par an, diffusé gratuitement.

On recevra avec reconnaissance les contributions financières destinées à ces deux publications !

Possibilités de paiement :

- Sur le site de la CMER : www.wcrc.ch
- Par chèque à l'ordre de : World Communion of Reformed Churches / Communion mondiale d'Églises réformées, 150 Route de Ferney, CP 2100, CH 1211 GENÈVE
- Par virement bancaire : consulter le site internet.



Setri Nyomi, Secrétaire général
(Photo : Helen Putsman-Penet)

ÉCHOS DU SECRETARIAT GÉNÉRAL

*Marie dit à l'ange : « Comment cela se fera-t-il... ? »
... L'ange lui répondit : « ... car rien n'est impossible
à Dieu. ». Marie dit alors : « Je suis la servante du
Seigneur. Que tout se passe pour moi comme tu l'as
dit. » (Extraits de Luc 1, 26-38)*

Cette jeune femme, Marie, a sans doute été accablée par cette visite exceptionnelle et cet étrange visiteur porteur d'un message lui annonçant qu'elle allait être la mère d'un bébé singulier, le Fils du Très Haut. J'apprécie le talent que les jeunes ont d'être directs. Marie a osé poser la question : « Comment cela se fera-t-il ? » La réponse qu'elle a obtenue était claire : « ... rien n'est impossible à Dieu. » Sa réaction a été remarquable. Ce ne serait pas facile, mais elle s'est engagée à accomplir sa tâche, puisque rien ne serait impossible à Dieu.

Marie allait bientôt apprendre qu'elle aurait à faire face à la situation impossible de devoir quitter son confort pour s'en aller au loin alors qu'elle portait un enfant, puis de fuir parce que la vie de son enfant serait menacée, prise pour cible par les puissances politiques du moment. Sa réponse face à cette situation, - « Je suis la servante du Seigneur. Que tout se passe pour moi comme tu l'as dit. » - n'est pas un signe de soumission docile, ce sont des paroles de simplicité, des paroles fortes indiquant qu'elle est prête à être utile à Dieu pour changer quelque chose dans le monde.

En ce temps de l'Avent où nous recevons la bonne nouvelle de la venue du Seigneur Jésus Christ, laissons-nous inspirer par le courage de cette jeune femme, Marie, qui a cru et qui a mis cette foi en œuvre en réponse à ce que Dieu lui demandait de faire.

Au seuil de ce temps de l'Avent, la Communion mondiale d'Églises réformées doit faire face à la situation impossible consistant à s'aventurer dans quelque chose de nouveau. Les bureaux de Genève vont se transporter à Hanovre. Certains pourraient estimer que c'est là quelque chose d'impossible. Mais, en écoutant la voix de l'ange qui répète que « rien n'est impossible à Dieu », nous aurons le courage. Cette année, nous avons également commencé à récolter dix millions de francs suisses. Voilà qui pourrait nous accabler, mais avec Marie nous sommes invités à croire que « rien n'est impossible à Dieu. »

Cher lecteur, en ce temps de l'Avent, je vais vous demander deux choses :

1. Priez afin que, inspiré par le courage de Marie, vous puissiez vous aussi être un instrument de Dieu en vue du changement.
2. Investissez dans cette perspective. Apportez votre contribution à cette campagne des dix millions de francs suisses. Faites un don de Noël à la CMER. Rendez vous sur www.wcrc.ch

Ensemble, en ce temps de l'Avent, répondons à l'appel de Dieu.

*Rien n'est
impossible à Dieu*

Prières en ligne

Votre Église est-elle à la recherche de prières ? Se sent-elle concernée par la situation des Églises situées dans d'autres parties du monde ? Le site de la CMER est là pour vous.

Il arrive assez fréquemment que des Églises membres de la CMER soumettent des demandes de prière placées sur notre site. Récemment, cela concernait le Japon, la République du Sud-Soudan, ainsi que les populations tribales et adivasi en Inde. Vous pouvez également visiter chaque semaine le Cycle œcuménique de prière du Conseil œcuménique, par l'intermédiaire de la page d'accueil de la CMER.

Rendez-vous régulièrement sur www.wcrc.ch pour nourrir votre prière.

Communiqué réformé
Décembre 2012
Vol.3, N° 4

Communiqué réformé est publié trimestriellement par la Communion mondiale d'Églises réformées.

Sauf indication contraire, les auteurs des articles sont seuls responsables des opinions exprimées.

Les articles peuvent être reproduits librement avec indication de la source.

Pour s'abonner gratuitement en ligne :
www.wcrc.ch/resources
ou en écrivant à :

CMER
Case postale 2100
150 route de Ferney
1211 Genève 2, Suisse

Tél : +41 22 791 6240
Fax : +41 22 791 6505

Courriel : wrcr@wrcr.ch
Web : www.wcrc.ch

Rédaction : Kristine Greenaway

Mise en page :
Fédération luthérienne mondiale

Imprimé en Suisse par SRO
Kundig



**Communion
Mondiale
d'Églises
Réformées**

Appelés à la
communion :
attachés à la
justice